Ce que l'ouvrage ne traite pas

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

L'ouvrage ne décrit pas le droit de l'Union européenne, des États-Unis ou d'une autre juridiction tierce, sauf dans la mesure nécessaire pour comprendre une règle suisse ou singapourienne, ou pour conseiller un client qui doit composer avec les trois. La partie O, chapitres II à V, contient ce minimum. L'ouvrage ne fournit pas de conseil en investissement et ne se prononce pas sur l'intérêt de détenir tel ou tel jeton. Il n'aborde pas la technologie au-delà du point où une conséquence juridique en découle, limite que la partie B respecte tout au long. Il ne remplace pas les sources primaires, qui sont citées pour pouvoir être lues. Il ne prétend pas non plus être exhaustif sur chaque point de deux vastes systèmes juridiques. C'est une carte pour praticiens. Le territoire, c'est le droit lui-même.

Perspective zougoise

Un fondateur qui arrive à Zoug pour la première fois pose généralement trois questions lors du premier rendez-vous : le jeton est-il une valeur mobilière, la société a-t-elle besoin d'une licence, et ses propres jetons seront-ils imposés lors de leur acquisition définitive (vesting) ? Vous pouvez répondre à ces trois questions en quelques semaines, ce qui constitue l'un des avantages discrets de la place. La FINMA donne un avis écrit sur la qualification en réponse à une demande bien préparée.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

L'organisme d'autorégulation vous indique rapidement s'il accepte l'entreprise comme membre, tandis que l'administration fiscale zougoise examine une demande de ruling sur la situation du fondateur avant l'acquisition définitive des jetons. La partie E, chapitre XII et la partie G, chapitre IV décrivent chacune de ces procédures en détail.

Perspective singapourienne

Le même fondateur, arrivant à Singapour, pose les trois mêmes questions et reçoit des réponses d'une autre nature. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) ne délivre pas de lettres de qualification sur demande. La question de la valeur mobilière se règle donc par un avis juridique établi au regard du Guide to Digital Token Offerings de 2020 et des exemples qu'il contient. La question de la licence relève du Payment Services Act et, depuis 2025, des règles relatives aux prestataires de services sur jetons numériques du Financial Services and Markets Act. Pour une entreprise opérant exclusivement à l'étranger, la réponse est généralement qu'elle ne peut pas rester. La question fiscale trouve sa réponse dans l'e-Tax Guide de l'IRAS (l'administration fiscale singapourienne) sur les jetons numériques, qui traite le gain d'un détenteur à long terme comme un gain en capital, et donc non imposable. L'attention du fondateur se déplace ainsi de l'imposition lors du vesting vers les indices d'une activité commerciale (badges of trade). Les parties K et M reprennent chacune de ces questions.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.